



QUESTIONS & ANSWERS 002

This document is issued to answer questions from bidders regarding Innovation, Science and Economic Development Canada RFP # ISED205372. ALL TERMS AND CONDITIONS OF THE RFP REMAIN UNCHANGED.

Question No.10:

Can an application be submitted for engaging only with one of the Indigenous Groups? Our Organization has a mandate to do research with First Nations in Canada specifically and not Inuit or Metis.

Answer No.10:

As noted in the RFP, the goal of this work is to better understand a diversity of Indigenous perspectives, and the vendor will therefore be expected to engage participants from First Nations, Metis and Inuit communities. Consequently, an application that is submitted for engagement with only one of the Indigenous groups will not be considered. However, vendors are free to include subcontractors in their bid team in order to engage communities, groups or nations falling outside their organization's mandate.

Question No.11:

Is the deadline of Sept 2023 flexible? It is our experience that contracts can sometimes be delayed and in order to do proper engagement and reporting, a year would be more suitable.

Answer No.11:

There is no flexibility to extend the deadline to a year. We could envision further work on this in future, but to align with Advisory Council mandate, we cannot go beyond fall 2023.

Question No.12:

Is there potential for an alternate funding mechanism to complete this important work, as opposed to an RFP and service contract? We are normally contracted by government departments to engage with First Nations in research (e.g. using Common Funding Agreements)

Answer No.12:

No, it is not possible to use an alternate funding mechanism given that the RFP has already been posted, however we can keep other mechanisms in mind for future work. We identified the RFP as it was a competitive process and allowed us to open up to vendors who might not have pre-existing relationships with the GC.

Question No.13:

Is there a way to work with the Public Awareness Working Group of the Government of Canada Advisory Council on Artificial Intelligence (the Advisory Council) on this work directly?

Answer No.13:

The work outlined in the RFP is commissioned by ISED in collaboration the Public Awareness Working Group, and the Working Group will engage with the successful vendor in reviewing deliverables and developing use cases. The project and all correspondence between the vendor and Working Group will be managed through the Artificial Intelligence Hub – External Trade Policy Branch, ISED, which acts as the secretariat for the Advisory Council.



QUESTIONS ET RÉPONSES 002

Ce document est émis pour répondre aux questions des soumissionnaires concernant la DP # ISDE205372 d'Innovation, Sciences et Développement économique Canada. TOUS LES TERMES ET CONDITIONS DE LA DP DEMEURENT INCHANGÉS.

Question n° 10 :

Peut-on soumettre une proposition pour discuter uniquement avec l'un des groupes autochtones? Notre organisation a pour mandat de faire des recherches avec les Premières Nations du Canada spécifiquement, et non avec les Inuits ou les Métis.

Réponse n° 10 :

Comme indiqué dans la demande de propositions, l'objectif de ce travail est de mieux comprendre une diversité de perspectives autochtones. Le fournisseur devra donc faire appel à des participants issus des communautés des Premières Nations, des Métis et des Inuits. Par conséquent, une proposition visant à travailler avec un seul des groupes autochtones ne sera pas prise en compte. Toutefois, les fournisseurs sont libres d'inclure des sous-traitants dans leur équipe proposée afin d'échanger avec des communautés, des groupes ou des nations qui ne relèvent pas du mandat de leur organisation.

Question n° 11 :

La date limite de septembre 2023 est-elle flexible? D'après notre expérience, les contrats peuvent parfois être retardés. Il serait plus approprié de prévoir un délai d'un an pour s'assurer d'une consultation et d'un rapport corrects.

Réponse n° 11 :

Il n'est pas possible de prolonger le délai à un an. Nous pourrions envisager d'autres travaux sur ce sujet à l'avenir, mais pour respecter le mandat du Conseil consultatif, nous ne pouvons pas aller au-delà de l'automne 2023.

Question n° 12 :

Est-il possible de mettre en place un autre mécanisme de financement pour réaliser ce travail important, plutôt qu'une demande de propositions et un contrat de service? Nous sommes normalement engagés par des ministères pour faire participer les Premières Nations à la recherche (par exemple, en utilisant des accords de financement commun).

Réponse n° 12 :

Non, il n'est pas possible d'utiliser un autre mécanisme de financement étant donné que la demande de propositions a déjà été publiée, mais nous pouvons garder d'autres mécanismes à l'esprit pour les travaux futurs. Nous avons choisi d'utiliser une demande de propositions, car il s'agissait d'un processus concurrentiel qui nous a permis de nous ouvrir à des fournisseurs qui n'avaient peut-être pas de relations préexistantes avec le GC.

Question n° 13 :

Existe-t-il un moyen de travailler directement avec le Groupe de travail sur la sensibilisation du public du Conseil consultatif en matière d'intelligence artificielle du gouvernement du Canada (le Conseil consultatif) sur ce travail?

Réponse n° 13 :

Le travail décrit dans la demande de propositions est commandé par ISDE en collaboration avec le Groupe de travail sur la sensibilisation du public, et le Groupe de travail discutera avec le fournisseur retenu quant à l'examen des produits livrables et à l'élaboration des cas d'utilisation. Le projet et toute la correspondance entre le fournisseur et le Groupe de travail seront gérés par le Carrefour d'intelligence artificielle de la Direction générale des politiques externes et commerciales d'ISDE, qui fait office de secrétariat pour le Conseil consultatif.